

La “cellule de traitement toutes sources”, une ambition pour le traitement de l’information

De la participation à une OPEX récente ou de la lecture de comptes-rendus de fin de mission, pour la partie consacrée au renseignement, on retire souvent l’impression que les “G2” se trouvent noyés sous l’information, notamment lorsque les flux sont surtout à base d’informations électroniques. **La “surinformation” n’est pas propre au monde militaire, mais elle peut y avoir des conséquences dramatiques en raison de la rapidité du cycle décisionnel et des vies en jeu lors des opérations.**

Après une analyse de ce phénomène, tant sous son angle technique que comportemental, cet article propose **une approche de solution autour de la notion de “cellule de traitement toutes sources”, inspirée de la pratique de nos alliés¹**, qui mériterait une adaptation à la situation de notre armée afin d’être prêt pour l’occasion où un engagement rude mettrait à l’épreuve notre système de renseignement.

PAR LE CAPITAINE (TA) STÉPHANE DOSSE (CDEF)



SIRPA TERRE

Numérisation et engorgement

Les premiers RETEX des opérations en Irak ont mis en évidence que **nos alliés américains**, qui avaient déployé des brigades numérisées disposant d’un SIC-RENS considéré comme performant (ASAS), se sont trouvés **en partie asphyxiés sous les flux d’informations électroniques dans les premières**

phases de l’offensive en Irak. Leur capacité à fournir **en temps utile** le renseignement nécessaire à l’engagement s’en est trouvé amoindrie.

L’armée française n’en est pas encore là : la NEB ne se met tout d’abord en place que progressivement, y compris dans les unités de recherche

spécialisée, nos capacités de recherche sont considérablement plus limitées que celle des Américains², enfin le rythme opérationnel n'est pas le même en Irak et dans des théâtres stabilisés comme l'Ex-Yougoslavie.

Cependant, combien de **traitants des SFOR, KFOR etc.** ne se plaignent-ils pas, déjà, de devoir **subir tous les jours 30 ou 60 pages d'anglais à analyser** grâce à CRONOS ou d'autres SIOC, dont la plus grande part n'apporte rien, mais qu'il faut néanmoins dépouiller parce que, dans le tas, il peut y avoir des éléments exploitables ? Et encore, lors des pics d'activité opérationnelle, c'est pire, avec la multiplication des capteurs activés et des comptes-rendus urgents qui arrivent.

Ce phénomène est en effet naturel en raison de la facilité à générer de l'information électronique, diffusée ensuite sans frein via SICF, CRONOS ou d'autres systèmes, *a fortiori* quand il s'agit d'information ouverte qui prend une part de plus en plus importante dans les sources exploitées par le renseignement.

Avis de tempête (informationnelle) à l'horizon

Le flot est-il en passe d'être maîtrisé, notamment grâce aux miracles/mirages de la technique ? Sûrement pas, du moins pas sans mesure particulière.

Si la numérisation se poursuit comme prévu, la multiplication de systèmes d'information et de communications opérationnels performants et surtout interopérables - grâce à SICAT et ses successeurs **après 2010** - amènera **des flux d'information provenant des capteurs spécialisés**. En matière de ROEM, par exemple, les capacités d'interception modernes, notamment satellitaires, permettent d'acquérir, dans le même lot d'interceptions, tout un volume d'informations n'ayant rien de militaire qu'il faut bien trier, et si possible remonter en temps utile au G2.

L'imagerie, qu'il s'agisse d'imagerie satellite, de **bandes vidéo** prises par des drones ou des capteurs au sol sera numérisée, sans compter les extraits des émissions de télévision civile. Tout cela pourra parvenir rapidement au G2, voire se retrouver sur l'écran du chef à un moment utile pour sa prise de décision... surtout s'il ne veut pas être en retard sur son autorité politique qui, elle, garde CNN ouvert dans son bureau lors des périodes de crise.

Les capteurs de recherche humaine pourront, via MAESTRO et ses successeurs, alimenter la base de données du G2 en **informations ponctuelles** sur ce

qu'ils voient ou entendent, les conversations qu'ils auront recueillies etc., puis ce sera le tour de toutes les unités, notamment pour les informations de surveillance et le renseignement de combat remontant via le SIR. Ce n'est pas pour tout de suite, certes, au rythme de la mise en place pour la NEB, mais cela arrivera. Même au niveau brigade, le S2 ne pourra plus vivre dans la connaissance approximative de l'ennemi du temps jadis et sera potentiellement accablé sous la multitude d'informations venant du GV de base, du type : "un T72 en XX-YY, embusqué face à l'est".

Certes, la question n'est pas nouvelle et est déjà prise en compte, notamment par la définition des responsabilités en matière de traitement de l'information, permettant de "tamiser" les flux par niveau : rôle de l'ORCT, rôle du capteur spécialisé élémentaire, rôle du PC de l'unité, rôle du CMO-RENS, rôle du G2.

Certes, des logiciels d'aide à la fusion de données et à l'analyse du renseignement sont également **en projet**. Divers produits de performance intermédiaire existent déjà dans le commerce et l'armée de terre, de son côté, la DRM du sien, travaillent sur des expressions du besoin. Elles ont mené des expérimentations concrètes : pour l'armée de terre, le projet IDELIANCE décrit dans un autre article, pour la DRM, une application comparable évaluée sur le même théâtre. On ne sait cependant pas encore ce qu'on peut en attendre. En outre, l'évolution budgétaire du programme SORA³, qui regroupe les études correspondantes, laisse à craindre que **le secours apporté par la technique ne se manifestera que très progressivement**.

La **menace du débordement des capacités d'analyse des G2** par les flots de renseignement militaire est donc réelle à court terme. Ce problème n'est pas propre à l'activité militaire : notre société se veut une société de communication, et donc chacun est noyé sous les publications de tous ordres, parmi lesquelles il doit chercher LE détail dont il a besoin, ce que des transmetteurs pourraient appeler le "signal faible" noyé dans du bruit. Il peut s'agir au contraire, plutôt que de trouver "l'aiguille dans la botte de foin", d'un travail de synthèse, voire de "distillation", c'est-à-dire de recherche d'une connaissance synthétique que l'on ne peut trouver que par l'analyse par strates d'une masse d'informations via une série de "tamis de compréhension".

En outre, le problème auxquels les G2 font et feront face n'est **pas seulement un problème de volume, mais aussi de complexité du champ des informations à exploiter**, notamment dans la phase de stabilisation des opérations : il faut appréhender la variété de ces informations, ce qui nécessite une connaissance accrue du milieu duquel elles sont issues. Ce problème se traduit dans la pratique par une mauvaise évaluation de la situation ou une surcharge de travail

excessive des bureaux renseignement des états-majors projetés qui ne peuvent pas toujours bien exploiter en temps utile les informations reçues.

Une première solution en organisation

La **première idée** qui vient pour faire face au problème est celle de **l'augmentation des G2/S2 projetés, idée déjà mise en application partiellement** : les G2 des opérations actuelles ou récentes représentent des effectifs notablement supérieurs à ce que prévoient les DUO de métropole. C'est une possibilité, mais elle atteint ses limites en raison d'une part du manque de ressource en métropole, d'autre part de la difficulté de structuration en opération. En outre, il n'est pas sûr que beaucoup de chefs apprécient ou comprennent le besoin d'un G2 "surdimensionné" par rapport aux autres cellules : ce qui paraît normal aux Américains ne le paraît pas forcément pour nous. Cela soulève **également une question de fond** : un état-major est fait pour concevoir, ce qui veut dire que par nature il doit rester "petit". Si le CO devient trop important, il y a lieu de s'interroger sur le concept de CO et, sans doute, cela signifie que l'on a agrégé au CO des capacités qui, sans constituer des unités de combat traditionnelles, devraient plutôt être considérées comme des *capacités d'appui* au CO, même si leur mission ne se remplit pas à coup de canons ou de mines HPD. Dans le secteur civil, on pourrait même parler de "service" au sens des *sociétés de service*.

Cette notion n'est pas vraiment neuve dans l'armée de terre. Par exemple, chaque CO a besoin d'une capacité de soutien et de protection, et pourtant on ne considère pas le poste de garde de l'entrée du CO comme faisant partie du CO, mais partie du BQG⁴. Le GIO ou le GIACM, lorsqu'ils sont déployés, peuvent être considérés de manière équivalente, mise à part le bureau de conception issu de leurs rangs qui aura sa place dans le CO.

Il doit pouvoir en être de même du G2 : on peut penser que s'il y a un besoin d'une capacité significative en traitement de l'information, voire dans les premières couches de *l'élaboration du renseignement*⁵, cela n'est pas forcément un besoin à satisfaire au sein du G2, mais auprès du G2, qui garderait à son niveau la rédaction des parties les plus élaborées de l'exploitation (sans compter son rôle dans *l'orientation* et la *recherche*, non abordés ici).

Concrètement, on peut donc **imaginer mettre en place, auprès du G2, une cellule que l'on baptisera "analyse toutes sources", chargée d'effectuer un premier niveau de traitement de l'ensemble des informations destinées au G2** afin d'alimenter la base de renseignement du G2. Cette cellule permettrait ainsi

aux officiers traitants de la cellule Production du G2 de se concentrer sur l'élaboration des réponses aux questions⁶/besoins en renseignement.

Cette idée n'est pas très originale, puisqu'elle est déjà mise en application par certains de nos alliés via le concept d'ASAC (*All Sources Analysis Cell*), ce que l'on peut voir sur les théâtres où nous sommes déployés en commun. Le rôle précis de l'ASAC dépend des nations, mais peut représenter une capacité non négligeable : de l'ordre d'une section à une compagnie pour une division/brigade autonome, selon les nations et les théâtres. Cette capacité provient, soit de réservoirs d'analystes situés au niveau d'un PC régional (des experts venant du haut, en somme), soit d'unités constituées d'analystes affectés, en métropole, dans des *Military Intelligence Battalions* (des experts venant de la recherche, à l'inverse).



La création de cette cellule, en outre, représente **une certaine cohérence avec le principe SA2R7**, que la France a approuvé au niveau terre et interarmées et dont il pourrait être intéressant d'étudier la mise en application: elle offre un centre d'expertise où sont regroupées les informations de toutes provenance, tant des capteurs spécialisés que celles issues de la surveillance, pour permettre leur synthèse et leur exploitation opérationnelle au plus vite. Elle participe d'un principe d'économie, en veillant à ne transmettre à chaque niveau d'exploitation que ce qui est nécessaire, afin d'éviter la surinformation. Enfin, elle veille à favoriser la valorisation des expertises et savoir-faire acquis en évitant que "tout le monde fasse tout". Cette cellule n'est cependant **pas à confondre avec le CMO-RENS ou le PC de BRM** de la brigade ou de la division, si elles en bénéficient d'un. Il ne s'agit pas, en effet, d'une capacité destinée à la recherche, mais destinée au traitement des informations **issues de la recherche**, ce qui est différent. Il n'y a donc pas de doublon avec une structure existante.

Enfin, en traduisant la séparation des tâches dans une séparation entre des organisations, cette structure contribue à la **clarification des métiers**, ce qui permet ensuite de définir des formations, des applications logicielles métiers etc. Ce mouvement de discrimination des tâches en raison de leur complexité qui croît est déjà en cours, comme l'évaluation d'IDELIANCE par le centre d'exploitation du renseignement terrestre (CERT) le met en évidence. La structure proposée lui offre alors un cadre d'épanouissement.

Comme toute idée, il faudrait certainement l'étudier pour en faire un concept tout à fait opérationnel, puis en déduire des organisations pratiques et des procédures. La première question à résoudre est par exemple, celle du **réservoir permettant d'armer cette structure** définie ci-dessus comme une structure fondamentalement projetable, sans qu'il soit *a priori* nécessaire qu'elle existe en tant que telle en métropole. S'agit-il des G2 non projetés, d'éléments de la BR, d'autres unités voire organismes ?

Cet article ne traitera pas de cet aspect du problème, dont on peut se douter qu'il est un des plus sensibles. Dans l'état actuel de construction des "chantiers" d'effectifs en général, et du chantier renseignement en particulier, on peut cependant répondre qu'à *péri-mètre de chantier inchangé*⁸, la ressource qualifiée se trouve en grande partie à la brigade du renseignement, sans s'engager à ce stade sur les structures permanentes de préparation opérationnelle qu'il faudrait définir ou aménager. Une part non négligeable des

personnels de la BR est, de toute façon, déjà employée, au sein de leurs régiments et dans le cadre de leur métier, dans des tâches relevant du traitement de l'information. Dans le cas du GEI⁹, par exemple, cela s'est même traduit par la définition d'une structure projetable, inscrite dans l'INS 10 000.

A périmètre variable, en revanche, tout est possible...

1 *Vient en fait de l'All Sources Analysis Cell de certains pays de l'OTAN.*

2 *Par exemple, la masse considérable de prise de vues vidéo en temps réel a joué un rôle important dans cette saturation du RENS US.*

3 *Système d'optimisation du renseignement aéroterrestre.*

4 *Bataillon de quartier général.*

5 *Expressions tirées du projet actuel de nouvelle doctrine de renseignement, qui s'efforce de différencier les tâches de l'EXPLOITATION, afin, notamment, de permettre d'identifier les métiers, d'où on pourrait déduire d'une part des formations, d'autre part des organisations rationalisées.*

6 *Formulées en général via les RFI : Request for information.*

7 *Surveillance, acquisition, reconnaissance et renseignement, vision française de l'ISTAR de l'OTAN.*

8 *Hypothèse habituelle des ajustements d'effectifs d'une fonction, sauf évolution profonde décidée par le CEMAT.*

9 *Groupe d'exploitation image au 61^e RA.*

10 *C'est-à-dire, sans prendre en compte les PARTIN et PARTEX.*

Face à la croissance inévitable, permise par la NEB, des flux d'information arrivant aux CO de nos grandes unités, **des mesures sont à prendre pour éviter la saturation des G2**. L'idée générale retenue par l'armée de terre est une sélection à chaque niveau de l'information méritant d'être transmise au niveau supérieur.

Elle doit être complétée par un **effort de rationalisation des métiers et des organisations**, mais on ne peut éviter sans doute, globalement, une **augmentation des effectifs dédiés à l'exploitation du renseignement**. L'une des mesures possibles à cet effet est celle d'une **séparation plus nette des fonctions de traitement de l'information et de production du renseignement par la création**, auprès du G2 d'un CO de grande unité, de **"cellules de traitement de l'information de toutes sources"**. Cette structure contribuerait à la professionnalisation des tâches de traitement et accompagnerait la mise en place d'outils logiciels évolués.

Cette évolution n'est possible qu'avec un **aménagement de la structure d'effectifs dans le chantier renseignement - partie terre**¹⁰. Celle-ci ressemble, à ce jour, à une pyramide avec une forte base consacrée à la **recherche** (la BR, pour faire bref), et un petit sommet dédié à l'**exploitation** (les G2, pour faire bref aussi).

C'est le contraire des "services de renseignement" modernes où la pyramide humaine est inversée : le gros des effectifs se trouve dans les capitales, et ce, pour faire de l'exploitation. Pour les "services", cette situation n'est pas nouvelle, et s'est déjà révélée utile lors des opérations d'envergure : la machine de chiffrement de la Wehrmacht ENIGMA a été déchiffrée par les Alliés, certes grâce à la capture de quelques machines, activité de recherche qui a occupé occasionnellement quelques hommes, mais surtout grâce aux 3 000 personnes qui ont travaillé jour et nuit pendant 4 ans à son déchiffrement, et pas uniquement des "petites mains", puisque le premier ordinateur de l'Histoire a été conçu pour cela.

Sans vouloir les copier car le besoin opérationnel n'est pas le même, **un rééquilibrage entre les deux sous-fonctions du renseignement est sans doute une condition nécessaire pour pouvoir mettre en application l'évolution proposée.**